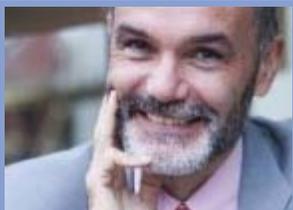




"Il faut voir dans [les révolutions arabes] une chance formidable de refonder la relation euro-méditerranéenne"



Auteur : Jean-Pierre Filiu

Après la tenue des premières élections démocratiques en Tunisie, la Fondation Robert Schuman publie un Entretien d'Europe avec Jean-Pierre Filiu. Ce papier paraît à l'occasion de la sortie de son dernier ouvrage "La Révolution arabe, dix leçons sur le soulèvement démocratique". Dans cet entretien, Jean-Pierre Filiu analyse de façon approfondie ces révoltes démocratiques qui ont bouleversé le monde arabe.

[Lire la suite](#)

Sommaire

A la une ! : Femmes - Distinction - Sécurité/Justice - Débat/idées - Chrétiens/Europe **Elections :** Espagne **Crise financière :** Allemagne - Autriche - Conseil - Eurogroupe - France - Grèce - Hongrie - Italie - Portugal **Conseil européen :** Défis/UE - Suisse **Commission :** Economie - Santé - Bulgarie/Roumanie **Parlement :** Budget 2012 **Diplomatie :** UE/Libye **Cour des comptes :** Rapport annuel **Allemagne :** Impôts - Nord Stream - Daimler/EADS - Elections européennes **Autriche :** Chine **Grèce :** Gouvernement **Irlande :** Nouveau président **Italie :** Mario Monti **Pologne :** Gouvernement **Roumanie :** FMI **Balkans :** Réfugiés **Russie :** OMC **Conseil de l'Europe :** Roms **Eurostat :** Agriculture/Pêche - Travail **Etudes/Rapports :** Parlement européen - Défense/Weimar **Culture :** Mémoire - Expo/Berlin - Expo/Paris - Festival/Cluj - Photographie/Sofia

[Agenda](#) | [Autres versions](#) | [Contact](#)

A la une ! :

Femmes d'Europe et Initiative citoyenne



La Fondation Robert Schuman publie le compte-rendu du séminaire organisé le 21 septembre au Parlement européen sur les femmes et l'initiative citoyenne européenne. A l'issue de cette journée de débats riches et constructifs, les participants ont décidé de lancer une initiative citoyenne. Dans les jours qui ont suivi la conférence a été mis en place sur le site: www.femmes-europe.eu un espace dans lequel les femmes peuvent préciser leurs idées et débattre en elles. Elles se retrouveront au printemps prochain pour affiner leur projet d'initiative citoyenne... [Lire la suite](#)

Nomination de la Fondation pour le Prix des Affaires publiques européennes

Le 9 novembre, la cérémonie récompensant les meilleurs Think tank pour l'année 2011 s'est tenue à Bruxelles. La Fondation Robert



Schuman était nominée aux côtés du CEPS et de Bruegel, ce qui souligne la reconnaissance du travail effectué pour promouvoir le débat européen...
[Lire la suite](#)

Sécurité/Justice



Le 15 novembre, l'Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice (INHESJ) organise un séminaire consacré au thème de "l'Europe de la sécurité et de la justice" auquel participera le président de la Fondation Jean-Dominique Giuliani... [Lire la suite](#)

Forum des think tanks



La deuxième édition du Forum des think tanks se tiendra le 19 novembre. Réunissant 23 think tanks, l'événement souhaite apporter sa contribution sur les grands enjeux politiques à 5 mois de l'élection présidentielle. Pascale Joannin, directeur général de la Fondation Robert Schuman, interviendra dans une table ronde consacrée au nécessaire dépassement du cadre national. L'inscription est obligatoire dans la limite des places disponibles. La conférence sera retransmise en direct sur le site de la Fondation... [Lire la suite](#)

Les chrétiens et l'Europe



Le Collège des Bernardins organise le 19 novembre un forum intitulé "Enjeu 2012 : les chrétiens et l'Europe" auquel participe le président de la Fondation, Jean-Dominique Giuliani. Ce forum souhaite faire le point sur l'état de la collaboration entre les Eglises et les institutions européennes... [Lire la suite](#)

Elections :

Elections des deux Chambres du Parlement espagnol



Les Espagnols sont invités à renouveler le 20 novembre de manière anticipée les membres des 2 chambres du Parlement. Selon la dernière enquête d'opinion réalisée par le Centre d'investigations sociologiques et publiée le 6 novembre dernier, le Parti populaire (PP) devrait recueillir 46,6% des suffrages devant largement le Parti socialiste ouvrier (PSOE) qui obtiendrait 29,9% des voix. Gauche unie (IU) recueillerait 6,17% ; Convergence et union de Catalogne (CiU) 3,31% ; Union, progrès et démocratie (UyD) 2,91% ; la Gauche républicaine de Catalogne (ERC) 1,23% ; le Parti nationaliste basque (PNV) 1,17%. Toute la campagne se joue sur la mauvaise situation économique de l'Espagne. Les deux principaux leaders politiques - Mariano Rajoy (PP) et Alfredo Perez Rubalcaba (PSOE) - ont débattu le 7 novembre à la télévision devant 12 millions de personnes. A une semaine du scrutin, les jeux semblent faits. La question est de savoir quelle sera l'ampleur de la victoire du parti populaire... [Lire la suite](#)

Crise financière :

Allemagne : le Rapport des cinq sages



Dans leur rapport annuel publié le 9 novembre, les économistes allemands, rassemblés dans le groupe dit "des cinq sages", ont prévu une baisse de la croissance allemande en 2012. "Pour l'année 2011, il faut s'attendre à une croissance encore forte de 3%. Mais en 2012, la conjoncture devrait s'affaiblir nettement en raison de la fin de l'effet de rebond, et d'un environnement économique mondial qui se dégrade ; la progression du PIB ne devrait plus atteindre que 0,9%". D'après eux, "les risques ont encore augmenté cet automne. La zone euro est prise dans un cercle vicieux de crise de la dette et de crise bancaire". Leur diagnostic est proche de celui du gouvernement allemand, qui prévoit une croissance de 1% l'an prochain, après 2,9% cette année, selon sa dernière prévision officielle du mois d'octobre dernier... [Lire la suite](#)

Autriche



Les deux partis au pouvoir SPÖ et ÖVP ont trouvé le 12 novembre un accord pour inscrire dans la constitution des "règles d'or" budgétaires afin de réduire les déficits publics, annonce le vice-chancelier autrichien, Michael Spindelegger. Il a indiqué s'être mis d'accord sur cette initiative avec le chancelier social-démocrate, Werner Faymann: "Nous nous sommes mis d'accord avec le chancelier pour inscrire la réduction des déficits publics dans la constitution"... [Lire la suite](#)

Gouvernance économique



Les 27 ministres de l'Economie et des Finances de l'Union européenne ont adopté le 8 novembre un ensemble de six propositions législatives pour renforcer la gouvernance économique européenne, notamment dans la zone euro. Ce "six-pack" fait l'objet d'un compromis avec le Parlement européen, qui l'a adopté le 28 septembre. Désormais, les Etats membres avec de grands déséquilibres macroéconomiques et ne respectant pas les critères de stabilité devront s'attendre à des sanctions automatiques de l'ordre de 0,2% du PIB. Selon le principe de la majorité inversée, les pénalités proposées par la Commission seront adoptées automatiquement, à moins qu'une majorité qualifiée des Etats membres ne se prononce contre. Les Etats devront s'expliquer publiquement devant le Parlement européen. Des mécanismes de réaction rapide et un système d'alerte précoce complètent le paquet. Une taxe sur les transactions financières a été écartée... [Lire la suite](#)

Eurogroupe



Le 7 novembre, les 17 ministres des Finances de la zone euro ont débattu des différentes options en vue d'augmenter le Fonds européen de stabilité financière (FESF) et de le porter à 1000 milliards euro d'ici la fin de l'année. La décision finale sur cet instrument financier sera prise le 29 novembre. Jean-Claude Juncker, Président de l'Eurogroupe, a annoncé que les ministres exigeaient que les autorités grecques s'engagent par écrit à mettre en œuvre les réformes structurelles nécessaires au rééquilibrage des finances publiques, cet engagement étant une condition préalable au versement de la prochaine tranche de crédits à Athènes, à savoir une somme de 8 milliards euro... [Lire la suite](#)

France: prévision de croissance revue à la baisse



Le gouvernement français s'attend à une croissance de 1% l'année prochaine. Selon une estimation de la Banque de France publiée le 9 novembre, la croissance devrait être nulle dans l'hexagone pour le 4e trimestre. Le ministre français de l'Economie François Baroin et la ministre du Budget Valérie Pécresse ont assuré que les engagements financiers internationaux de la France seraient tenus... [Lire la suite](#)

Grèce : récession et taux de chômage record



Le 10 novembre, l'autorité statistique grecque a annoncé un taux de chômage record de 18,4% pour le mois d'août 2011. En août 2010, le taux de chômage s'élevait à 12,2%. Actuellement, plus de 900 000 grecs sont à la recherche d'un emploi... [Lire la suite](#)

La notation de la Hongrie dégradée



L'agence de notation Standard and Poor's (S&P) a placé la note souveraine de la Hongrie (BBB-) "sous surveillance négative", a indiqué l'agence le 12 novembre une décision récusée par le gouvernement hongrois qui fait valoir les "bons" indices macro-économiques du pays (déficit public et dette). "A cause de la hausse des risques qui affectent la crédibilité financière de la Hongrie comme la dégradation de l'environnement économique et financier extérieur, S&P a placé la dette hongroise BBB- sous surveillance négative", de même que la note de la dette à court terme (A-3), a indiqué l'agence de notation... [Lire la suite](#)

Réformes adoptées en Italie



Le Sénat italien et la Chambre des députés ont adopté respectivement le 11 et le 12 novembre, un plan anti-crise dont les principales mesures sont la cession d'actifs publics, les retraites, les libéralisations, la simplification des procédures administratives, et l'incitation à l'embauche. La réforme du marché du travail, destinée à faciliter les licenciements, ne fait en revanche pas partie de ce paquet de mesures et doit être adoptée dans un deuxième temps, après une négociation avec les partenaires sociaux. Ces mesures cruciales ont été prises dans le but de rassurer les marchés, de réduire la dette et de relancer la croissance... [Lire la suite](#)

Portugal : rigueur



Le gouvernement portugais veut mettre en œuvre un plan d'austérité en 2012, afin de respecter les conditions posées par le plan d'aide financé par l'UE et le FMI. Dans un discours devant le parlement portugais sur le budget 2012 le 10 novembre, le Premier ministre, Pedro Passos Coelho, a défendu les objectifs de rigueur de son gouvernement, basés sur un "budget réaliste, équilibré et robuste". Le plan prévoit, par exemple, une réduction des dépenses pour la fonction publique... [Lire la suite](#)

Conseil européen :

Les défis de l'Europe



Le 11 novembre, le Président du Conseil européen Herman Van Rompuy a prononcé un discours à l'Institut universitaire européen de Florence sur les défis de l'Europe. Il a déclaré que l'Europe rencontre "une heure de vérité" qui l'oblige à avancer pour traverser et surmonter la crise actuelle. Il a également évoqué le fait qu'en ce moment, l'Union européenne n'est plus un acteur indifférent, mais est au centre de l'attention et au cœur des préoccupations. Le Président du Conseil européen a énuméré cinq principaux défis : la soutenabilité de la dette grecque, un mur contre la contagion, le rétablissement de la confiance dans le secteur bancaire, l'équilibre budgétaire des Etats membres et une politique en faveur de la croissance et de l'emploi... [Lire la suite](#)

Rencontre entre les dirigeants européen et suisse



Le Président du Conseil européen Herman Van Rompuy a rencontré le 9 novembre la Présidente suisse Micheline Calmy-Rey. Les deux dirigeants ont exprimé leur volonté de renforcer encore davantage leurs relations, qui sont déjà très étroites. Ils ont discuté de la situation économique et financière, des réformes récentes de la politique économique et monétaire européenne, ainsi que de politique étrangère. L'Union européenne et la Suisse se sont félicitées de l'émergence d'Etats démocratiques dans leur voisinage méridional, réaffirmant leur coopération et leur soutien. En outre, Herman Van Rompuy a remercié la Présidente suisse pour ses efforts de médiation, qui ont permis d'aboutir à un accord entre la Russie et la Géorgie, essentiel pour l'adhésion de la Russie à l'Organisation mondiale du commerce... [Lire la suite](#)

Commission :

Prévisions économiques européennes de l'automne 2011



Le 10 novembre, la Commission européenne a publié ses prévisions économiques d'automne. La croissance sera très faible, autour de 0,6% en 2012 et de 1,5% en 2013 pour l'Union; dans la zone euro, elle sera de 0,5% en 2012 et de 1,3% en 2013. Ce chiffre est en nette baisse par rapport aux estimations du printemps, notamment pour l'année 2012, avec un recul de 2% à 0,6% pour l'Union européenne, de 2% à 0,8% pour l'Allemagne et de 1,7% à 0,6% pour la France. Le manque de confiance a fait baisser les investissements, ainsi que la consommation, qui sont des facteurs déterminants pour la croissance. En outre, le ralentissement de la croissance mondiale a des effets négatifs sur les exportations. Le taux de chômage devrait rester assez stable, autour

de 9,8% en 2012 et 9,6% en 2013, et l'inflation est censée retourner en dessous de la barre des 2%, respectant ainsi l'un des objectifs de l'Union européenne... [Lire la suite](#)

Santé & Protection des consommateurs



Le 9 novembre, la Commission européenne a dévoilé ses propositions d'action en faveur de la santé des citoyens européens et de la protection des consommateurs. Ces deux cadres, dotés respectivement de 446 et 197 millions d'euros, s'étaleront de 2014 à 2020. Les projets retenus seront en nombre restreint et devront apporter une grande valeur ajoutée. Le programme de santé devrait notamment se focaliser sur la lutte contre le cancer et les maladies orphelines. Dans le cadre du programme de protection des consommateurs, la Commission entend mener des opérations "coups de balais" en coopération avec les autorités des Etats membres afin de mieux faire respecter, secteur par secteur, la législation déjà existante. Les deux programmes reposeront sur les initiatives déjà entreprises dans les programmes précédents. Le Parlement européen et le Conseil doivent maintenant examiner ces propositions et les adopter avant la fin de l'année 2013... [Lire la suite](#)

La mobilité des travailleurs bulgares et roumains



Le 11 novembre, la Commission européenne a publié un rapport sur les effets de la mobilité des travailleurs bulgares et roumains. Ce rapport constate que l'ouverture complète des marchés du travail aux travailleurs bulgares et roumains sera "globalement positive", puisque des postes vacants pourront être occupés, notamment dans les secteurs de la construction, des services domestiques et de la restauration. A long terme, une augmentation conséquente du PIB de l'Union européenne, de 0,3%, est estimée. László Andor, le Commissaire européen chargé de l'Emploi, des affaires sociales et de l'inclusion, a insisté sur les opportunités économiques de la libre circulation des travailleurs et voudrait l'abolition de toutes les restrictions à l'accès au marché du travail. Pour les travailleurs bulgares et roumains, dont les principales destinations sont l'Espagne et l'Italie, des dispositions et restrictions de transition subsistent. Ce rapport servira au Conseil pour évaluer l'opportunité de poursuivre ou d'abroger ces mesures... [Lire la suite](#)

Parlement :

Budget 2012



La procédure de concertation pour le budget annuel de 2012 de l'Union européenne a débuté le 8 novembre. Pour l'instant, les positions du Conseil et du Parlement sont encore très éloignées l'une de l'autre. Le Conseil veut limiter l'augmentation du budget à seulement 2,02% (moins que l'inflation), tandis que le Parlement et la Commission européenne réclament une augmentation de 4,9%. Le président du Parlement, Jerzy Buzek, espère qu'un compromis puisse être trouvé. Alain Lamassoure, le président de la commission parlementaire du budget, avertit qu'un budget trop faible ne permettrait pas de couvrir toutes les dépenses et obligerait à faire des corrections ultérieures, comme en 2011. D'un autre côté, les restrictions budgétaires en temps de crise de la dette souveraine réduisent la marge de manœuvre des Etats membres. Les rapporteurs du Parlement européen rencontreront la présidence polonaise du Conseil, et des représentants de la Commission pour des trilogues les 14 et 18 novembre et la procédure de concertation devrait se conclure le 21 novembre... [Lire la suite](#)

Diplomatie :

Les femmes en Libye



A l'occasion de l'inauguration de la nouvelle représentation de l'Union européenne en Libye, la Haute représentante, Catherine Ashton, a rencontré les femmes libyennes. Elle a tenu un discours lors du Forum sur les droits des femmes à Tripoli le 12 novembre. Dans ce discours, Catherine Ashton a promis son aide aux femmes libyennes, se déclarant à l'écoute de leurs préoccupations et consciente de l'importance de leur participation dans la construction d'une nouvelle démocratie. Elle

a mentionné plusieurs priorités, comme le rétablissement de la sécurité, l'éducation, l'Etat de droit et la tenue d'élections démocratiques, qui ont besoin de l'action et du soutien des femmes. Catherine Ashton les a encouragées à continuer leurs efforts et à ne "pas rentrer à la maison"... [Lire la suite](#)

Cour des comptes :

Rapport annuel



La Cour des comptes européenne a publié le 10 novembre son rapport annuel sur les dépenses de 2010. Elle constate globalement la fiabilité des comptes de l'Union européenne ; néanmoins, certains paiements restent affectés par "un niveau significatif d'erreur". La Cour des comptes estime ainsi que le taux d'erreur et de non-conformité aux règles s'élève à 3,7% des dépenses de l'Union européenne (sur un total de 122,2 milliards d'euros). Il s'agit d'une légère hausse par rapport à l'année 2009. Les politiques les plus touchées sont la cohésion, l'énergie et les transports, avec un taux d'erreur de 7,7%. En matière d'agriculture et de ressources naturelles, ce taux s'établit à 2,3%. Afin d'améliorer davantage les comptes de l'Union, Vítor Caldeira, le président de la Cour des comptes européenne, a demandé aux décideurs européens d'entreprendre "une réforme du cadre législatif et une révision des systèmes de contrôle"... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Allemagne :

Angela Merkel propose de baisser les impôts de 6 milliards en 2013



Le 6 novembre, la chancelière allemande Angela Merkel a promis de baisser les impôts à compter de 2013 d'une somme totale de 6 milliards d'euros. Le seuil de l'impôt sur le revenu sera relevé afin de favoriser les faibles revenus. Le barème sera également révisé pour mieux prendre en compte l'inflation. En plus, le ministre des transports va recevoir un milliard d'euros supplémentaire pour la modernisation des routes. La CDU/CSU et le FDP se sont aussi entendus pour réformer l'assurance dépendance, et mettre en place une aide spécifique aux parents qui ne mettent pas leurs jeunes enfants en crèche, revendication de la CSU. Les mesures promises doivent être approuvées par les députés du Bundestag, chambre basse du parlement, mais aussi par le Bundesrat, chambre haute qui représente les Länder. Dans cette deuxième assemblée toutefois, le gouvernement n'a pas la majorité, et les partis d'opposition se sont dit opposés aux baisses d'impôts... [Lire la suite](#)

Inauguration de Nord Stream



Nord Stream, le nouveau gazoduc reliant directement la Russie à l'Europe en passant par la mer Baltique, a été inauguré le 8 novembre en Allemagne. La chancelière allemande Angela Merkel, le président russe Dmitri Medvedev, les Premiers ministres français et néerlandais François Fillon et Mark Rutte, ainsi que le commissaire européen à l'énergie Günther Oettinger ont ouvert symboliquement les vannes de la première conduite, lors d'une cérémonie à Lubmin, dans le nord-est de l'Allemagne. Le gazoduc d'une longueur de 1 200 km, qui d'ici la fin de l'année 2012 sera doté d'une deuxième conduite, distribuera assez de gaz pour alimenter 26 millions de foyers. Derrière l'infrastructure d'un coût de 7,4 milliards d'euros se trouve un consortium dominé par le géant public du gaz russe Gazprom, avec les allemands BASF et EON, le néerlandais Gasunie et le français GDF Suez... [Lire la suite](#)

L'Etat allemand entre au capital d'EADS



Le gouvernement allemand s'est résolu le 9 novembre à se porter acquéreur d'une part de 7,5% dans le groupe aéronautique EADS que veut céder le constructeur automobile Daimler, au 2e semestre 2012. Daimler s'engage à conserver jusqu'à fin 2013 son paquet restant de 7,5%. Cette solution fait l'objet d'un accord de principe entre le ministre de l'Economie, celui des Finances et la chancellerie et marque la fin pour le moment des efforts déployés en vain par Berlin pour trouver un investisseur privé pour reprendre les parts de Daimler, pour qui cette participation n'est plus stratégique. "L'objectif n'est pas une participation à long terme", explique-t-on au ministère de l'Economie allemand. La part en question vaut entre 1,2 et 1,3 milliard

La cour constitutionnelle allemande interdit la clause de 5%



Dans un arrêt du 9 novembre 2011, la Cour constitutionnelle allemande a déclaré que la clause de seuil minimal de 5% de représentativité effective pour les élections européennes allait à l'encontre de l'égalité des chances et contre l'égalité dans le processus électoral des partis politiques. De ce fait, la Cour a décidé que cette clause de seuil minimal de 5% pour les élections européennes allait à l'encontre des principes constitutionnels allemands. Mais elle n'a pas pour autant invalidé les élections européennes de 2009 qui se sont déroulées sous ce régime. Les juges constitutionnels allemands expliquent que le système législatif du Parlement européen n'est pas semblable à celui d'un Etat et n'est donc pas censé dégager une majorité qui soutient une coalition stable face à une opposition... [Lire la suite](#)

Autriche :

Accord entre la banque centrale autrichienne et la banque centrale chinoise



La Banque centrale autrichienne (OeNB) a signé un accord avec la Banque centrale chinoise (People's Bank of China) le 10 novembre à Pékin, signé par les gouverneurs des deux banques centrales, Ewald Nowotny et Xiaochuan Zhoudevenant. "Il s'agit du premier accord signé par People's Bank of China avec une banque non-asiatique", souligne l'OeNB qui devient ainsi la première banque non-asiatique à pouvoir réaliser des placements en renminbi, la devise chinoise. Le yuan renminbi ("monnaie du peuple") a été introduit en 1949 par le nouveau régime communiste comme devise nationale chinoise... [Lire la suite](#)

Grèce :

Nouveau gouvernement d'unité nationale



Après la démission de Georges Papandréou, l'ancien vice-président de la Banque centrale européenne, Lukas Papadémos, a été nommé Premier ministre le 11 novembre. Son gouvernement de consensus est formé par le parti socialiste "Pasok", le principal parti d'opposition de droite "Néa Demokratía" et le parti d'extrême droite "Laos". Le poste clé de ministre des finances continue à être occupé par Evángelos Venizélos (Pasok). L'ancien commissaire européen en charge de l'environnement, Stavros Dimas (Néa Demokratía), est le nouveau ministre des Affaires étrangères. La seule femme ministre dans le nouveau cabinet est Anne Diamantopolou (Pasok), en charge de l'éducation et de la culture. Le nouveau Premier ministre L. Papadémos tiendra un discours de politique générale le 14 novembre. Celui-ci sera suivi par un débat parlementaire qui débouchera sur un vote de confiance, prévu le 16 novembre... [Lire la suite](#)

Irlande :

Le nouveau président prête serment



Le nouveau président irlandais, le travailliste Michael D. Higgins, a appelé à la reconstruction de l'économie de son pays, s'engageant à "encourager les investissements et les créations d'emploi", lors de sa prestation de serment le 11 novembre à Dublin. "Je deviens le neuvième président avec un sentiment d'humilité et une confiance dans la capacité de notre peuple (...) non seulement à transcender les difficultés actuelles, mais aussi à mettre en oeuvre les formidables possibilités qui vont se présenter à nous dans les années à venir", a déclaré M. Higgins, sociologue et poète de 70 ans, élu le 27 octobre. "Je suis conscient des défis (...) pour mettre fin à un chapitre qui a laissé notre économie fragile mais a surtout amoché notre société avec des taux inacceptables de chômage, des emprunts précaires, l'effondrement de la valeur des biens immobiliers", a-t-il ajouté dans son discours axé sur l'économie, alors que son pays doit mettre en oeuvre un douloureux plan de sauvetage de 85 milliards d'euros... [Lire la suite](#)

Italie :

Mario Monti chargé de former un gouvernement



Le 12 novembre, le président du Conseil italien Silvio Berlusconi a remis sa démission au président italien Giorgio Napolitano. L'ancien commissaire européen Mario Monti, chargé le 13 novembre de former un nouveau gouvernement, s'est dit convaincu que l'Italie "peut vaincre" la crise de la dette "grâce à un effort collectif" et redevenir une "force" dans l'Union européenne. Selon la Constitution italienne, Mario Monti doit maintenant former un gouvernement et obtenir la confiance des deux chambres du parlement dans un délai de dix jours avant de prendre officiellement ses fonctions. Dans l'intervalle, c'est encore Silvio Berlusconi qui est chargé d'expédier les affaires courantes... [Lire la suite](#)

Pologne :

Donald Tusk à nouveau chef de gouvernement



Le 8 novembre, Donald Tusk, Premier ministre de la Pologne depuis 2007 et vainqueur des élections législatives du 9 octobre dernier, a été nommé à nouveau chef de gouvernement de la Pologne. Il est maintenant chargé de former un nouveau cabinet. La réélection de la coalition de Tusk présente un précédent dans l'histoire de la Pologne démocratique. Jusqu'à ce jour, aucun gouvernement n'avait réussi à obtenir un deuxième mandat consécutif... [Lire la suite](#)

Roumanie :

FMI/Commission



Le 7 novembre, une équipe du Fonds monétaire international et de la Commission européenne a ajusté - lors de la fin d'une mission d'évaluation en Roumanie - les prévisions économiques pour la Roumanie. Malgré les politiques économiques prudentes, la difficile situation économique mondiale ne permet qu'une faible croissance en 2011 et 2012. En 2011 l'augmentation du PIB s'élève à 1,5%. En fonction de la demande intérieure et de l'utilisation efficace des fonds versés par l'Union européenne, environ 20 milliards d'euro jusqu'à 2013, la croissance économique roumaine atteindra entre 1,75% et 2,25% en 2012, soit la moitié du taux prévu auparavant. Par ailleurs, la Roumanie s'est engagée de continuer à réduire le déficit budgétaire de 4,4% du PIB en 2011 à 1,9% du PIB en 2012. Les experts du FMI et de la Commission encouragent les dirigeants roumains à adopter les réformes nécessaires des entreprises publiques pour garantir leurs effets positifs sur l'économie roumaine... [Lire la suite](#)

Balkans :

Conférence sur la situation des réfugiés



Une conférence ministérielle des pays des Balkans occidentaux sur le règlement de la situation des réfugiés a eu lieu à Belgrade le 7 novembre. Dans une déclaration commune, les ministres des Affaires étrangères des 4 pays participants (Serbie, Croatie, Bosnie-Herzégovine et Monténégro) jugent primordial de résoudre les problèmes des réfugiés pour garantir la stabilité dans la région. Un programme de travail régional pluriannuel, visant à améliorer la situation des réfugiés, a été annexé à cette déclaration. Le commissaire européen en charge de l'élargissement et de la politique de voisinage, Štefan Füle, présent à la conférence, a annoncé que l'Union européenne avait l'intention de garantir qu'au moins la moitié de l'argent nécessaire (580 millions d'euros) pour la mise en œuvre du programme régional proviendra des Etats membres de l'Union européenne... [Lire la suite](#)

Russie :

OMC

Un obstacle important à l'adhésion de la Russie à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) a été levé. Le 9 novembre, la Russie et la Géorgie ont signé un compromis au siège de l'OMC à Genève. Celui-ci porte notamment sur les contrôles des frontières entre la Géorgie et



les territoires séparatistes d'Ossétie du Sud et d'Abkhazie, dont l'indépendance a été reconnue par la Russie. Suite à la signature de ce compromis, la Géorgie ne bloque plus l'adhésion de la Russie à l'OMC. Celle-ci devrait être décidée lors d'une conférence ministérielle mi-décembre. Un premier pas a été franchi le 10 novembre. Le Groupe de travail de l'accèsion de la Russie a approuvé le même jour les textes définissant les conditions d'accès de la Russie à l'organisation... [Lire la suite](#)

Conseil de l'Europe :

Résolution sur la France et les Roms



Le 9 novembre, le comité des ministres du Conseil de l'Europe a débattu sur les expulsions de Roms par la France en été 2010. Le Comité a basé ses réflexions sur un rapport du Comité européen des droits sociaux. Les auteurs du rapport arrivent à la conclusion que l'expulsion collective des citoyens roumains et bulgares représente une violation de la Charte sociale européenne. La France est invitée par le Comité des ministres à faire état des mesures prises afin de répondre à ces violations du droit international... [Lire la suite](#)

Eurostat :

Agriculture/Pêche



Le 9 novembre, Eurostat a publié l'édition 2011 des statistiques de l'agriculture et de la pêche qui fait l'inventaire de la production agricole dans l'Union européenne, notamment de la production des céréales, du lait, de la viande et du poisson. Ainsi, la moitié de la production céréalière provient de trois pays : la France (23%), l'Allemagne (16%) et la Pologne (10%). Les principaux producteurs de lait sont le Royaume-Uni (22%), l'Allemagne (17%) et la France (12%). En ce qui concerne la production du fromage, l'Allemagne (23%) devance la France (21%). La viande est produite en premier lieu en Allemagne (25%), en Espagne (15%), en France (9%), en Pologne et au Danemark (8% chacun). Les prises de pêche viennent essentiellement d'Espagne (16%) et du Danemark (13%), devant la France et le Royaume-Uni (12% chacun)... [Lire la suite](#)

Travailleurs à temps partiel



Selon une publication d'Eurostat du 10 novembre, l'Union européenne comptait 41,3 millions de travailleurs à temps partiel en 2010, dont 21% souhaiteraient travailler plus. Cette situation de sous-emploi est particulièrement répandue en Lettonie (65%), en Grèce (49%), en Espagne (46%), en Bulgarie (39%) et en Slovaquie (38%). Dans les pays où le travail à temps partiel est plus habituel, la volonté de travailler plus d'heures est plus faible : Pays-Bas (3%), Belgique (4%), République tchèque et Luxembourg (10% chacun). Les trois quarts des personnes travaillant à temps partiel sont des femmes... [Lire la suite](#)

Etudes/Rapports :

Les pouvoirs du Parlement européen



L'institut finlandais des affaires internationales a publié une étude sur le Parlement européen intitulée "The empowered European Parliament: accommodation to the new functions provided by the Lisbon Treaty". L'auteur analyse le renforcement des pouvoirs du Parlement européen depuis que le traité de Lisbonne est entré en vigueur. Ce renforcement est à la fois marqué par des pouvoirs législatifs plus forts et un rôle plus central dans le processus de décision européen... [Lire la suite](#)

Défense/Weimar

L'Institut des Relations Internationales et stratégiques (IRIS) en liaison



avec la Fondation allemande science et politique (SWP) et l'Institut polonais d'Affaires internationales (PISM) publie une étude sur les possibilités de coopération militaire dans le cadre du triangle de Weimar. Cette étude est intitulée "Weimar Defence Cooperation. Projects to Respond to the European Imperative". Les auteurs évaluent trois projets concrets sur le court, le moyen et le long terme. Ils estiment qu'une coopération militaire dans le cadre du triangle de Weimar est intéressante car cela permet de réduire les coûts des dépenses militaires, et de devenir le coeur de la coopération militaire européenne... [Lire la suite](#)

Culture :

Musée de la Grande Guerre (1914-1918)



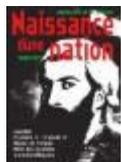
Le musée de la Grande Guerre à Meaux a été inauguré le 11 novembre par le président français Nicolas Sarkozy, en présence du secrétaire d'État auprès du ministre de la Défense et des Anciens combattants. Ce nouveau musée présente une vision nouvelle de la Première guerre mondiale, à travers une scénographie innovante illustrant les grandes mutations et bouleversements de la société qui en ont découlé et offre l'une des plus importantes collections d'objets et documents du conflit : "Un patrimoine exceptionnel à transmettre aux nouvelles générations"... [Lire la suite](#)

Exposition à la Neue Nationalgalerie



Après l'exposition "Temps modernes. La collection 1900-1945", la Neue Nationalgalerie à Berlin s'intéresse maintenant à la seconde moitié du XXe siècle et présente une nouvelle exposition à partir du 11 novembre, intitulée "Le Ciel partagé" (1945-1968). Cette époque est riche en bouleversements historiques (Construction du Mur de Berlin, guerre du Vietnam, les années Kennedy, Mao...). L'art de cette époque est marqué par la Guerre froide ; l'Est et l'Ouest prennent deux directions opposées : la figuration et l'abstraction. L'exposition met ainsi en lumière le contraste entre les œuvres d'Ernst Wilhelm Nay, Willi Baumeister, Fritz Cremer, Werner Tübke et Asger Jorn et celles de Picasso, Bacon, Dubuffet, Rauschenberg, Warhol ou Beuys. L'exposition est ouverte jusqu'en mars 2013... [Lire la suite](#)

Napoléon III et l'Italie



Jusqu'au 15 janvier, le Musée de l'Armée à Paris retrace la construction de l'Unité italienne à l'occasion de son 150ème anniversaire en rappelant les liens qui unirent les deux pays de 1848 à 1870 et le rôle que joua l'empereur Napoléon III dans cette étape majeure de l'histoire européenne. L'exposition présente près de 260 oeuvres et objets, italiens et français... [Lire la suite](#)

Festival/Cluj



Le festival Temps d'Images qui mêle danse contemporaine, création multimédia et théâtre se tient jusqu'au 20 novembre à Cluj en Transylvanie et rend un hommage spécial à la chorégraphe allemande Pina Bausch, décédée en 2009. Cette quatrième édition de Temps d'Images accueille Robert Sturm, directeur artistique de la compagnie de Pina Bausch qui fera une présentation multimédia unique du travail de la chorégraphe grâce à des photos pour certaines inédites et des vidéos. Le festival offrira également un panorama de la création contemporaine roumaine... [Lire la suite](#)

Photographie/Sofia



L'institut français de Bulgarie et la Fondation Easyart organisent pour la première fois à Sofia une édition expérimentale du mois européen de la photographie au cours du mois de novembre. Cette manifestation culturelle lancée il y a trente ans à Paris, a maintenant lieu dans la plupart des capitales européennes. Traditionnellement, le "Mois Européen de la Photographie" a lieu au mois de Novembre, tous les

deux ans. Chaque édition du "Mois européen de la photographie" est une occasion de présenter des dizaines d'expositions, organiser des projections, des rencontres, des conférences et des débats... [Lire la suite](#)

L'Agenda :



14 novembre
Bruxelles
Conseil Affaires étrangères



14 et 15 novembre
Bruxelles
Conseil "Agriculture et pêche"



14 au 17 novembre
Strasbourg
Session plénière du Parlement européen



15 novembre
Bruxelles
Conseil "Affaires générales"

Bruxelles
Séminaire "L'Europe de la sécurité et de la justice"



17 novembre
Francfort/Main
Conseil des gouverneurs de la BCE



18 novembre
Bruxelles
Conseil "Budgets"



19 novembre
Paris, La Sorbonne
2ème forum des Think tanks

Paris, collège des Bernardins
Les chrétiens et l'Europe



20 novembre
Elections législatives en Espagne

La Lettre est également disponible dans les versions suivantes :



J'aime la Lettre de la Fondation Robert Schuman

Les rédacteurs de la Lettre :

Magali Balent, Pauline Massis-Desmarest, Inga Groth, Charles de Marcilly, Pierre Thibaudat ;
Katrin Gebhard, Venise Ollivier, Jennifer Ruther, Julian Schorpp, Jan Wilker

Rédacteur en chef : Pauline Massis-Desmarest

Directeur de la publication : Pascale Joannin

Contact / suggestion
info@robert-schuman.eu

La Fondation Robert Schuman, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique Giuliani.

Vous ne souhaitez plus recevoir nos lettres ? {LINK}